L'école pour piéger les sans-papiers

Mercredi 2 février 2005, des gendarmes se sont rendus dans le collège Charles De Gaulle de Fameck (Moselle) pour interpellier deux élèves irakiens, des frères âgés respectivement de quinze et dix-sept ans.

Ces gendarmes avaient, selon eux, tenté sans succès d'interpeller dans la matinée le père de ces deux jeunes pour mettre à exécution la mesure d'éloignement dont il fait l'objet.

N'ayant pu l'interpeller, ils se sont présentés dans l'établissement où étaient scolarisés ses deux enfants. Sur place, ils ont fait appeler les deux élèves par le proviseur. Lorsqu'ils ont compris que les gendarmes étaient là pour les emmener, les deux élèves ont été pris de panique. Un enseignant est alors intervenu pour éviter tout recours à la force et a obtenu des jeunes qu'ils suivent les gendarmes.

Les deux jeunes ont été conduits dans les locaux de la gendarmerie où ils ont passé une partie de l'après-midi. En fin de journée, les gendarmes les ont ensuite emmenés dans la chambre d'hôtel où ils vivent avec leur père, dans l'espoir de pouvoir y interpellier celui-ci. En début de soirée, le père ne s'étant pas présenté, les gendarmes sont repartis en laissant les deux jeunes livrés à eux-mêmes. C'est donc un véritable piège qui a été tendu à ce père de famille, utilisant ses enfants comme appâts.

Paniqués par les conditions de leur interpellation, très angoissés à l'idée que leur père puisse être arrêté, ces deux jeunes ont été profondément choqués par cet épisode. Les personnels du collège et les camarades de classes sont aussi bouleversés par cette intervention des gendarmes qui a généré un sentiment de peur et d'insécurité dans tout l'établissement. Il y a eu de nombreuses protestations de membres du personnel de l'établissement mais aucune réaction officielle de la direction.

Depuis, le père aurait disparu pour éviter l'arrestation. Suite à un signalement du collège, les enfants ont été placés dans un foyer de Fameck en raison de leur situation d'isolement.

Le Réseau éducation sans frontières constate que ce type de pratique tend à se multiplier sur l'ensemble du territoire. Depuis quelque temps, les forces de l'ordre ont pris pour habitude de venir chercher dans les établissements scolaires des enfants de tous âges pour les enfermer dans des centres de rétentions avec leurs parents, dans l'attente de leur expulsion. Ils se servent maintenant de l'école pour piéger les parents et les interpellier.

Le Réseau éducation sans frontières proteste contre ces pratiques indignes. Il entend s'opposer à ces interventions de plus en plus fréquentes des forces de l'ordre dans les établissements scolaires. Il demande aux enseignants et aux personnels de l'éducation nationale de refuser de prêter leur concours à ce type de pratiques. Enfin, il exige la suspension immédiate de la mesure d'éloignement prise à l'encontre de ce père de famille, ainsi que le réexamen de sa situation administrative au regard du droit à l'éducation de ses enfants et de leurs attaches en France.

Paris, le 10 février 2005

Réseau Education Sans Frontières / Réseau des militants, collectifs d'établissements, syndicats et associations pour l'information et le soutien aux jeunes scolarisés étrangers sans papiers / educsansfrontieres@free.fr / www.educationsansfrontieres.org C/o EDMP Impasse Crozatier 75012 Paris
70 organisations sont membres d'Éducation sans Frontières : Syndicats et associations... ADN (Association pour la démocratie à Nice), AMF (Association des Marocains en France), Association « En-Temps » (service des mineurs étrangers isolés), Association Française Janusz Korczak (AFJK), Association Intercapa Solidarité Etudiants Etrangers, Association Sar-Phirdem, ATTAC-France, CIMADE (service oecuménique d'entraide), Cinquième zone, Club UNESCO Terre Bleue (Charenton - 94), CNT (Confédération nationale du travail), Collectif Cetace (Créteil), Comité de défense des droits des sans-papiers (59), Collectif des sans papiers de Seine Saint-Denis (93), Collectif des sans-papiers des Hauts de Seine (92), Collectif des sans-papiers kabyles de France (CSPK), 3ème Collectif des sans-papiers de Paris, Collectif Unitaire de Défense des Elèves, Coordination nationale des sans-papiers, DAL (Droit Au Logement), Ecole Emancipée, Emancipation, Etudiants et Enseignants étrangers (Académie de Créteil), FASTI (Fédération des association de solidarité avec les travailleurs immigrés), Faut qu'on s'active ! (Boulogne sur mer), FCPE, FERC-CGT, FSU, G10 Solidaires Paris, GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés), Groupe contre la criminalisation des familles de l'AITEC, (Association Internationale des Techniciens, experts et Chercheurs), Journal A Contre Courant politique et syndical (Mulhouse), Ligue des droits de l'homme, MRAP, RAJFIRE (Réseau pour l'autonomie des femmes immigrées et réfugiées), RCTS, Réseau Chrétiens Immigrés, Section Française de Défense des Enfants, SGEN-CFDT, SUBTERRA a.s.b.l., SUD Haute-Loire, SUD-Culture, SUD-Education, SUD-PTT, Syndicat de la Magistrature, UNL (Union Nationale Lycéenne), UNSEN-CGT/ **Collectifs d'établissement...** Lycée Jean-Jaurès (Châtenay-Malabry - 92), Comité de soutien des enfants tchéchènes de l'école Baudelaire - Paris 12, Lycée Suger (St-Denis - 93), Lycée Jean-Macé (Vitry - 94), LP Gustave Eiffel (Massy - 91), LP Florian (Sceaux - 92), CISéé (Lycée Utrillo, Stains - 93) / **Soutiens...** Alternative Libertaire, LCR, PCF, Les Verts